La performance du Canada au sein des forces de maintien de la paix des Nations Unies est exemplaire. Des organisations régionales comme l'O.U.A. (Organisation de l'unité africaine) ou l'O.E.A. (Organisation des États africains) ayant de plus en plus tendance à régler les conflits régionaux dans le cadre de leurs responsabilités internes, il faut se demander si le Canada ne pourrait pas jouer un autre rôle en transmettant son expérience, pour ce qui est du maintien de la paix, à d'autres pays qui s'y intéressent, sur une base régionale.

Les risques de prolifération des armes nucléaires

En tant que producteur et exportateur d'uranium, de matériel et de technologie nucléaires, le Canada se préoccupe aussi des risques de voir d'autres pays acquérir la capacité de produire des armes nucléaires.

Le Traité de non-prolifération de 1968, auquel le Canada souscrit toujours, visait à freiner la prolifération verticale et horizontale. Par "verticale", on entend l'augmentation du nombre d'armes détenus par des États dotés d'armes nucléaires, et par "horizontale", la prolifération dans d'autres pays qui n'en possèdent pas. Malheureusement, un certain nombre de pays quasi nucléaires, comme l'Inde, le Pakistan, Israël, l'Afrique du Sud, le Brésil et l'Argentine n'ont pas signé le Traité de non-prolifération, tandis que les États dotés d'armes nucléaires n'ont fait aucun progrès, quant à eux, pour réduire leurs arsenaux d'armes nucléaires.

Le Comité sur le désarmement

Je voudrais maintenant passer aux accords institutionnels. Au début de mon exposé, j'ai indiqué que le Canada espérait que les Nations Unies pourraient élaborer des accords satisfaisants pour maintenir la paix et la sécurité internationales, y compris les principes régissant le désarmement et la réglementation des armements énoncés aux articles 11 et 26 de la Charte. Le Canada a activement participé aux travaux de la Commission de l'énergie atomique des Nations Unies, créée en 1946. C'était là l'une des premières mesures prises par l'Assemblée générale des Nations Unies qui venait d'être créée. Le Canada a aussi participé aux travaux du Comité sur les armements classiques et de tous les autres comités et commissions qui ont été créés sous l'égide des Nations Unies pour s'occuper de questions de désarmement.

L'actuel Comité sur le désarmement, qui regroupait 40 membres, fut créé en 1978, à la première session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le désarmement. Au fil des ans, son importance a progressivement augmenté. Le Canada est membre de ce Comité qui compte une majorité de pays non alignés et tous les États dotés d'armes nucléaires ; la France et la Chine se sont associées à ses travaux pour la première fois en 1979 et 1980, sauf erreur. Le Comité et ses groupes de travail ont observé la règle du consensus, de sorte que n'importe lequel des 40 pays peut opposer son veto à une initiative du Comité.

Le Comité sur le désarmement a créé des groupes de travail sur un traité relatif aux armes chimiques, un traité concernant les armes radiologiques, des assurances de sécurité négatives* et sur la rédaction d'un programme exhaustif de désarmement.

* En vertu de telles assurances, les pays qui ne possèdent pas d'armes nucléaires seraient à l'abri d'attaques nucléaires.